

les autres pays, vous le privez d'un droit des plus précieux inhérents à une nation.

A l'égard de ce système, je dois ajouter qu'il diffère de celui qui fut inauguré, lorsque le Canada obtint le gouvernement responsable en 1848; il diffère essentiellement du rapport du comité de la défense impériale ainsi que des propositions suggérées par lord Tweedmouth, en 1907. Ce projet, en réalité, est semblable à celui présenté à la dernière conférence impériale par le très honorable M. McKenna projet beaucoup plus étendu qui n'a jamais été discuté au Canada et qui y est inconnu.

Il reste beaucoup à dire sur cette question et si je suis en mesure de le faire, je m'exprimerai en temps utile. Mais avant de reprendre mon siège, je désire dire un mot au sujet d'un reproche qui nous a été adressé à nous tous, par presque tous les journaux du pays, reproche des plus injuste et des plus immérité. On nous a taxés d'ingratitude, nous qui professons les opinions que j'ai exprimées ici; on nous a appelés des misérables, n'obéissant à d'autres sentiments que celui de l'égoïsme et on prétend que ce qu'on nous demande aujourd'hui, ce sacrifice injustifié de notre liberté, à mon avis, nous le devons à la mère patrie. Sans elle, nous ne serions absolument rien dans ce pays et j'ai entendu quelqu'un déclarer ici, aujourd'hui, que si la Grande-Bretagne venait à perdre l'empire de la mer, nous disparaîtrions de suite. Cela me remet en mémoire le vieil adage sur la destinée de Rome: "Tant que le Colisée demeure debout, Rome subsiste; si le Colisée tombe, Rome disparaît avec lui, et le monde avec Rome." Les députés en conviendront, quand un homme public demeure sous le coup de ces accusations pendant plusieurs semaines, il ne saurait avec sérénité entendre formuler à son adresse ces graves reproches d'ingratitude et d'égoïsme, et bien que je ne veuille pas m'étendre sur ce chapitre, je présenterai une courte observation à cet égard.

Notre dette est-elle si grande? Devons-nous tout à la mère patrie et n'avons-nous rien fait nous-mêmes relativement aux affaires extérieures ou pour notre propre développement politique? Sommes-nous restés comme des éponges ou des méduses, jouant simplement un rôle passif à ce sujet et comme si tout ce qui pouvait être fait devait l'être par la mère patrie?

Un mot à ce propos. Voyons comment nos affaires diplomatiques ont été traitées par la mère patrie depuis 1782, pour commencer dès le principe. Je ne veux pas prétendre qu'il n'y ait pas de bonnes justifications pour ce qui a été fait. Nous avions un immense territoire, nous étions un petit peuple et le gouvernement d'alors devait s'occuper des intérêts d'un vaste empire. Ce fut à cette époque, soit dit en passant, sous l'influence de notions étran-

gères, au sujet de ses possessions, qu'il fût bientôt obligé d'abandonner son système de gouvernement, et je ne crains pas de dire que, s'il ne l'avait pas abandonné, le drapeau britannique ne flotterait pas aujourd'hui sur une seule de ses possessions. Je ne parlerai pas de ce qui arriva en 1782. La plupart des députés qui siègent ici ont lu l'histoire de nos négociations avec les colonies américaines révoltées, quand le gouvernement anglais a envoyé à Paris, pour rencontrer des hommes tels qu'Adams, Benjamin Franklin et Jay, M. Oswald et M. Vaughan, qui ne connaissaient absolument rien de notre pays, qui n'avaient aucune expérience diplomatique et qui, si on les avait laissés libres—je pense même que si lord Shelbourne lui-même avait été libre—auraient adopté une ligne de conduite telle que le Canada n'existerait même plus aujourd'hui.

Comme chacun le sait, si M. Strachey, l'envoyé diplomatique spécial de l'Angleterre, n'était pas survenu au dernier moment pour sauver les débris du territoire britannique qui existent aujourd'hui sur ce continent, tout aurait été jeté par-dessus bord. M. Oswald désirait donner tout le Canada, la Nouvelle-Ecosse et le reste; il appelait ce territoire l'arrière-pays, un marécage sans aucune valeur et quand M. Vaughan vit cela, il courut chez Franklin, très rusé diplomate, et ses associés qui étaient bien supérieurs à ces deux hommes, et il les persuada d'abandonner une grande étendue de territoire important.

Ainsi que je le disais, les deux négociateurs étaient à l'époque désireux d'obtenir le consentement du gouvernement anglais pour céder le Canada et la Nouvelle-Ecosse comme n'ayant aucune valeur. Je ne veux pas entrer dans des détails, mais ils abandonnèrent un territoire de plus de quatre millions d'acres, constituant aujourd'hui sept des plus fertiles et des plus magnifiques états de l'Union américaine, auxquels Jay, Adams et les autres reconnaissent n'avoir absolument aucun droit. Ainsi, aujourd'hui, nous sommes dépossédés de cette région fertile qui communique avec notre Nord-Ouest et nous sommes obligés de traverser un désert aride qui restera toujours comme une barrière entre nos concitoyens de l'Ouest et nous-mêmes.

Ils ont cédé le territoire indien; c'est une histoire connue de tout le monde. Et quand ils eurent fait cette cession, chacun savait, excepté ces deux innocents personnages, que l'ultimatum du congrès américain se réduisait à ceci: Donnez-nous l'indépendance pour les treize colonies et ne demandez aucune indemnité pour les loyalistes qui ont souffert du fait de la guerre. Tel était l'ultimatum. Mais Benjamin Franklin et Jay, prièrent sur eux, comme ils l'ont expliqué eux-mêmes après et comme leurs biographes l'ont expliqué ensuite, d'insis-